



Vive le PCF (mlm) !

La guerre en Ukraine ouvre la boîte de Pandore des conflits militaires impérialistes directs – la guerre populaire mondiale est la réponse historique

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 indique que nous sommes entrés dans une nouvelle période, celle où les conflits militaires de haute intensité se présentent aux yeux des impérialistes comme un moyen réalisable d'atteindre ses objectifs. C'est là un saut qualitatif mondial dans le rapport entre les pays, entre les États ; cela correspond à un niveau de conflictualité nouveau sur le plan des contradictions inter-impérialistes.

Nous soulignons ici que nous avons prévu depuis une année un tel saut, que nous en avons analysé en amont de très nombreux aspects, parce que nous avons saisi que la pandémie ouvrait en 2020 la seconde crise générale du capitalisme. S'il est important de le dire, c'est parce que tout positionnement est par définition toujours politique et que, désormais, il l'est d'autant plus. Dans cette nouvelle situation, toute prise de position ou non-prise de position n'est pas seulement lourde de sens, mais également empreinte d'une signification majeure, dans la mesure où elle converge avec telle ou telle tendance historique.

Autrement dit, le caractère foncièrement apolitique des pays capitalistes développés, comme la Belgique et la France, est en contradiction avec le fait que ces pays se voient arrimer à un phénomène historique qui est la tendance à la guerre. Nous ne parlons pas seulement ici d'interventions militaires, comme les pays impérialistes en ont mené de manière ininterrompue depuis trente ans, mais d'une démarche de mobilisation militariste engageant l'ensemble des aspects d'un pays entier.

Dans un tel contexte où les États se structurent littéralement pour la guerre, dire certaines choses et pas d'autres, ne rien dire, faire certaines choses ou ne rien faire... s'intègrent forcément à une orientation politique, en raison d'une époque qui a changé et est désormais marquée par des conflits de haute intensité comme possibilités et même comme nécessités afin de trouver une « sortie de crise ». Il n'est pas d'apolitisme qui tienne – auparavant, c'était déjà fictif, mais dans une époque de tendance à la guerre, cela devient entièrement artificiel.

Si nous faisons de cet aspect concret l'aspect principal de notre déclaration, c'est en raison du primat de la pratique, car la dignité du réel prime toujours. La guerre impérialiste ne tombe pas du ciel, pas plus qu'il n'y a des partisans de la guerre impérialistes qui tomberaient du ciel pour prendre le pouvoir d'État et réorienter subitement, du jour au lendemain, un pays vers la

mobilisation nationaliste générale. C'est dans la réalité que se produit la tendance à la guerre, c'est de la réalité que procède la tendance à la guerre, sur la base d'innombrables contradictions produites par le mode de production en capitaliste en crise.

C'est parce qu'un pays est dos au mur, qu'il a besoin d'une sortie de crise coûte que coûte, que la guerre se produit, sur une base impérialiste car relevant de ce qui forme une grande bataille pour le repartage du monde. C'est le sens de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cette dernière étant confrontée à une crise propre à son régime oligarchique dans le cadre général imposé par la pandémie. L'impérialisme oligarchique russe ne pouvait plus tenir le rythme capitaliste et il a été obligé de chercher à modifier la situation, par le conflit de haute intensité, franchissant le pas en raison d'une nécessité historique qui lui était propre.

On ne peut pas comprendre l'invasion russe si on s'imagine qu'elle a comme base le désir d'un individu cherchant à récréer un empire dont il deviendrait le tsar ; tomber à ce niveau d'analyse où le président russe Vladimir Poutine serait un tyran est totalement hors sol. L'invasion russe procède de contradictions internes, propres au régime russe, avec notamment la contradiction entre les intérêts du complexe militaro-industriel et ceux de l'oligarchie, dans le cadre d'un capitalisme frappé au niveau général par la crise générale.

Si les oligarques étaient en mesure d'accompagner individuellement cette crise de par leur mode de vie individuel décadent et parasitaire dans les hautes sphères bourgeoises internationales, en tant que classe l'oligarchie russe est intrinsèquement lié au complexe militaro-industriel dans le cadre national capitaliste russe, et cet aspect est devenu principal avec la crise générale ouverte en 2020, car la Russie risquait de basculer dans un déclassé significatif.

Si la question de l'OTAN a été sans cesse primordiale dans l'argumentation russe, avec une réelle inquiétude devant la menace de ce bloc militaire à ses frontières, il y a fondamentalement la pression économique énorme exercée par le bloc capitaliste occidental avec la superpuissance impérialiste américaine et les pays de l'Union européenne. Ce bloc a réussi, momentanément, à bloquer les effets immédiats de la crise générale, en multipliant des crédits à très grande échelle. La Russie, de par sa nature économique à la fois bureaucratique et productrice de matières premières, n'était pas en mesure d'accompagner cette initiative capitaliste à grande échelle.

Cependant, l'analyse détaillée des contradictions internes à la Russie reste une tâche à mener et ce n'est pas l'aspect principal ici. En effet, ce qui prime avant tout, c'est que la guerre en Ukraine ouvre la boîte de Pandore des conflits militaires impérialistes directs. Il s'agit là d'un profond renversement, qui a une nature concrète concernant tous les aspects de la vie quotidienne dans les pays impérialistes.

Il faut en effet malheureusement constater que le conflit militaire en Ukraine marque l'émergence de la guerre conventionnelle au 21e siècle. Une fois qu'une telle guerre ouverte a été menée, une autre peut être menée bien plus facilement, du fait de la banalisation de ce phénomène dans les esprits, surtout si c'est présenté comme une fatalité aux yeux des opinions publiques travaillées au corps par les grandes bourgeoisies de chaque pays.

Le militarisme de chaque État va se voir encore plus accentué, encore plus « justifié ». La tendance à la guerre va se systématiser avec encore plus d'agressivité, exigeant une soumission chauvine toujours plus grande et même une mobilisation « patriotique » en ce sens.

Les institutions – de l'École aux syndicats, des services publics aux partis politiques – vont

inlassablement contribuer à renforcer cette tendance, à l'inscrire dans le temps, à galvaniser dans le sens du nationalisme.

La question fondamentale qu'il y a ici, c'est de savoir dans quelle mesure il y a une capacité réelle de la part des pays capitalistes avancés à mettre en place une armée de masse, au-delà de l'armée professionnelle en place, et de savoir comment le rapport entre les deux peut se faire.

Le capitalisme est ici déchiré entre sa nature de société de consommation de masse, avec des consommateurs totalement individualisés, différenciés au point de multiplier les marchés différents, et un besoin d'organiser de manière militaire de quoi assurer l'expansion aux dépens des autres puissances, avec des soldats façonnés de manière uniforme, obéissant au doigt et à l'œil.

Il y a ici un aspect très important à prendre en compte, qui tient finalement même à la capacité du régime politique en place à se maintenir.

La crise générale du capitalisme est un défi et les régimes doivent, pour l'assumer, se réimpulser. Sans cela, ils ne sont pas capables d'être au niveau du nouveau contexte. Cela implique un renouvellement du personnel politique, une reconfiguration idéologique avec notamment une modification des partis politiques en place.

C'est un phénomène complexe et contradictoire. Le régime veut se renforcer en se renouvelant, mais en se renouvelant il déchire le tissu social existant au préalable, ce qui laisse des espaces pour l'émergence d'une opposition politique, idéologique, culturelle, sociale.

La marche à la guerre du capitalisme n'est pas une voie tranquille, elle ne peut pas se faire sans conflits tant avec les habitudes prises dans le libéralisme qu'avec des masses toujours plus pressurisées pour payer la facture de la crise et de la militarisation.

Il y a ici un espace nouveau qui doit être compris par les communistes, et pour le comprendre il ne faut pas s'attendre à ce que le niveau de conscience atteigne un réel niveau de manière spontanée.

D'abord, parce que ce n'est jamais le cas, ensuite parce que la question de la rupture est encore plus essentielle dans une société capitaliste qui, même affaiblie dans ses fondements, permet encore un très haut degré de corruption.

On le voit bien avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, qui a soulevé le cœur des masses, mais un temps bref seulement, la vie quotidienne capitaliste reprenant quasi immédiatement le dessus.

Nous attirons l'attention sur cette question de l'évaluation du processus de la marche à la guerre, qui est essentielle pour permettre de se placer politiquement de manière adéquate ; les erreurs à ce niveau sont fatales, car en élevant à chaque fois le niveau d'un cran, le capitalisme rend les choses plus difficiles, centralisant le régime et le militarisant.

Ce qui, dialectiquement, implique de calibrer de manière adéquate les propositions politiques communistes. Le grand risque est ici le gauchisme. Plus le capitalisme se centralise, plus il devient fort, mais en même temps il rend toujours plus étroit sa base et par là-même il se fragilise.

Si la situation implique ainsi toujours plus de radicalité, le programme communiste vise pourtant dialectiquement, à court et moyen terme, toujours moins un État socialiste en tant que tel, pour se

tourner vers la proposition d'un nouvel État démocratique et populaire, sur une base d'opposition au nationalisme et au militarisme, c'est-à-dire en fin de compte anti-monopoliste.

La question qui se pose avec l'irruption de la guerre comme actualité, ce n'est pas moins que celle de la nature de l'État et de ses orientations. Les impérialistes précipitent les masses dans la guerre au moyen de leurs États, aussi les communistes doivent-ils faire en sorte que les masses génèrent un nouvel État prenant une option entièrement différente.

Ces masses doivent être unies et de par la centralisation des régimes se tournant vers la guerre, il faut un programme répondant dialectiquement à cette centralisation. Il y a donc besoin de la mise en place d'un nouveau régime, démocratique et populaire, privant le pouvoir de la haute bourgeoisie et ses vassaux, en nationalisant les principaux secteurs de l'économie, en formant une armée nouvelle, de type démocratique et populaire, en brisant les idéologies nationaliste et militariste.

Le caractère démocratique et populaire de cet État – et non pas socialiste et ouvrier – tient au fait que la tendance à la guerre va de pair avec une immense décomposition sociale et que, par là-même, seul le front le plus large est en mesure de faire face à un régime précipitant toujours plus le pays dans son ensemble dans le militarisme, le nationalisme, l'aventurisme militaire.

C'est la grande leçon des années 1920 et 1930, avec la systématisation de l'action antifasciste, du Front populaire, comme proposition démocratique anti-monopoliste.

Dans un contexte de fuite en avant d'une société déboussolée, de fascisation, de nationalisme exacerbé, de militarisme se généralisant... la proposition stratégique communiste est sur la défensive, par définition.

La réalité politique, sociale, culturelle, idéologique... ne laisse aucune place aux fantasmes ultra-gauchistes, faux qui plus est car, à une époque de décadence, l'affirmation démocratique et populaire tend par elle-même, par nature, au socialisme, et ce dans un processus ininterrompu, et mondial.

La bataille pour le repartage du monde a en effet un caractère planétaire historique. Au-delà des contingences, des particularités nationales, il ne faut pas perdre de vue que, historiquement, le pendant de la guerre impérialiste, c'est la guerre populaire mondiale.

Cela, les impérialistes s'en doutent bien et c'est aussi leur inquiétude, en plus de leur obsession de repartage du monde. Comme l'a enseigné Gonzalo, le dirigeant du Parti Communiste du Pérou dans la seconde moitié des années 1980 :

« Le Président Mao nous disait : il faut se préparer et se préparer dès maintenant contre une guerre impérialiste et principalement contre une guerre atomique.

Comment allons-nous leur répondre ? Évidemment, seulement avec la guerre populaire, il n'y a pas d'autre forme, voilà le principal.

Les démasquer fait partie d'une campagne de propagande qui montre au monde leurs sinistres et macabres plans d'énorme génocide, mais jamais cela n'arrête une guerre.

Staline l'a dit clairement : ces campagnes n'arrêtent jamais une guerre.

Alors la seule chose à faire, si nous voulons empêcher une guerre, c'est de développer la révolution.

Comme l'enseigne le Président Mao : soit la révolution empêche la guerre mondiale, soit cette dernière attise la révolution. »

Il faut stopper les assassins avant qu'ils passent à l'action et, si jamais ceux-ci commencent leurs basses œuvres, il faut les combattre dans chaque pays, sans converger avec eux. Cette perspective impose des tâches spécifiques dans chaque pays, mais relève du cadre général de l'internationalisme prolétarien, avec comme perspective la République Socialiste mondiale.

Ce qui signifie : opposer à la guerre impérialiste mondiale *la guerre populaire mondiale*.

Mars 2022

**Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste de Belgique
Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)**